



## Une recherche menée par les producteurs pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle

### Briefing de Bruxelles sur le Développement n° 34

Bruxelles, le 14 novembre 2013

Le 14 novembre 2013, le CTA a organisé le 34<sup>e</sup> Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de briefings bimestriels sur le développement portant sur des questions rurales et agricoles ACP-UE. Plus de 140 participants se sont réunis à Bruxelles pour aborder les enjeux et les perspectives pour la transformation de l'agriculture en Afrique.

#### Partenaires du Briefing:

- CTA
- Commission européenne (DG DEVCO et DG AGRI)
- Secrétariat ACP
- -INSARD

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement visitez

[www.bruxellesbriefings.net](http://www.bruxellesbriefings.net)



Isolina Boto



Xavier Verboven



Bernard Rey

**Isolina Boto**, Manager du bureau du CTA à Bruxelles et coordinatrice des Briefings, a accueilli les participants et présenté ce Briefing dans le cadre d'une série de dialogues politiques organisés sur une base bimestrielle pour aborder des thématiques pertinentes pour les pays ACP. Elle a souligné l'importance de la recherche et de l'innovation participatives et leur potentiel pour les petits exploitants en termes de productivité, de durabilité et de résilience. Dans ce contexte, la participation à ce Briefing des chercheurs agricoles, des agriculteurs et des dirigeants des organisations africaines d'agriculteurs est essentielle.

**Xavier Verboven, Président du Comité de suivi ACP, Comité économique et social européen (CESE)**, a insisté sur le rôle que peut jouer cette forme de recherche dans les domaines plus larges du renforcement des capacités et de la résilience. Il a expliqué qu'une des fonctions fondamentales du Comité économique et social européen était d'être un relais consultatif entre la société civile et les décideurs des institutions européennes.

À cet égard, le CESE tient des consultations et est en liaison avec les organisations de la société civile dans les pays ACP. Il a fait remarquer que, lors de la dernière réunion régionale du CESE organisée à Dakar (Sénégal), la question de la résilience et de la sécurité alimentaire dans la région avait pu être abordée. Il s'agit d'un sujet qui conservera une importance primordiale dans la suite des travaux du Comité.

**Bernard Rey, Chef adjoint de l'Unité Sécurité alimentaire, DG DEVCO**, a également fait remarquer l'importance que ce sujet revêt pour sa direction générale. La sécurité alimentaire et nutritionnelle figure au premier plan de l'« Agenda pour le changement » et de la coopération au développement en général. Il a souligné l'importance du rôle que la recherche pilotée par les producteurs joue dans les domaines de recherche financés par la commission. Il a exprimé son souhait qu'à l'avenir les activités relatives à la recherche et à l'innovation s'accordent avec les priorités politiques de la commission dans le domaine. Il a insisté sur le fait qu'un appui continu à ces initiatives



Marianne Meijboom



Michael Hailu



H.E. Brave Ndisale

permettrait aux agriculteurs qui pratiquent l'agriculture durable d'être plus à même de subvenir aux besoins nutritionnels de leurs populations respectives et d'assurer la résilience de leurs sociétés face aux crises alimentaires. Il a assuré que la recherche en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle resterait au centre de nombreux instruments financiers mis à disposition à l'échelle continentale, régionale et locale par la commission.

**Marianne Meijboom, Coordinatrice du programme INSARD (Inclure les petits producteurs dans la recherche agricole pour le développement)** et coorganisatrice de ce Briefing, a fait remarquer l'opportunité du Briefing qui cadre bien avec la Journée internationale de l'innovation agricole qui se tiendra le 29 novembre. Elle a expliqué que l'INSARD était un projet financé par l'UE ayant pour objectif d'inclure un large éventail d'organisations de la société civile (OSC) africaines et européennes afin d'influer sur l'élaboration et la mise en œuvre de la recherche agricole en Afrique et ainsi la rendre plus pertinente pour les petits exploitants. Pour l'INSARD, la recherche agricole peut contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire si elle répond directement aux besoins des petits exploitants et des personnes vulnérables souffrant d'insécurité alimentaire. Elle a déploré que la recherche agricole soit en grande partie menée sans aucune participation des petits exploitants et néglige l'intégration d'idées et d'innovations locales. Les OSC

peuvent jouer le rôle de médiateur afin de rassembler les agriculteurs et les chercheurs. Elle a clos ses remarques en insistant sur le fait que « les organisations devraient mener des recherches avec les agriculteurs et non pour les agriculteurs ».

**Michael Hailu, Directeur du CTA**, a souligné le besoin criant de recherche et d'innovation. Il a fait remarquer que le système de production alimentaire actuel pèse lourdement sur les ressources naturelles telles que l'eau, les nutriments et la terre et conduit à une production non viable. De plus, les effets négatifs du changement climatique, tels que la fréquence et l'intensité accrues des événements météorologiques pèsent également sur les communautés économiquement défavorisées. Il a appelé à l'élaboration de nouvelles méthodes écologiques d'intensification durable. Michael Hailu a également noté que, bien que ce soient les petits exploitants qui fournissent la majorité des aliments produits – surtout en Afrique –, la recherche traditionnelle a souvent négligé ce groupe et notamment le rôle fondamental des femmes dans cette structure sociale. Pendant longtemps, la recherche agricole a été linéaire. Elle n'a pas pris en compte les différences culturelles et sociales existant entre les communautés locales. Ni les modèles actuels de recherche nationale ni les systèmes de recherche internationaux n'ont pu intégrer les agriculteurs dans le processus de recherche. Les deux systèmes tendent à mettre l'accent sur l'augmentation de la productivité,

mais n'adoptent pas forcément une approche de changement complet des valeurs.

Il a souligné que tant les programmes de Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour l'agriculture que ceux de gestion des connaissances soutiennent le développement au moyen de divers outils et stratégies visant à améliorer les capacités des groupes d'agriculteurs afin de leur permettre de participer aux processus impliquant de multiples parties prenantes, notamment les processus de recherche. Le CTA coopère également avec les réseaux d'enseignement agricole régionaux – principalement en Afrique – et les écoles de commerce afin d'intégrer des approches relatives aux chaînes de valeur dans les programmes d'enseignement.

## Panel 1 : Approches et instruments de RDA afin de mieux prendre en compte les besoins des petits producteurs

Le panel est présidé par S.E. **Brave Ndisale, Ambassadrice du Malawi**, a présenté un aperçu des processus participatifs visant à renforcer les capacités des agriculteurs à innover et à développer des systèmes adaptés de gestion des ressources afin d'assurer la sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance et

## Une recherche menée par les producteurs pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle | HIGHLIGHTS



Niels Röling



Dyborn Chibonga



Cees van Rij

de protéger l'environnement au moyen de la créativité et du savoir indigènes. Brave Ndisale, qui est elle-même la fille d'un petit exploitant, a fait remarquer que, pour beaucoup de petits agriculteurs, les choses n'ont pas beaucoup changé depuis son enfance.

**Professeur Niels Röling, Professeur émérite, Innovation et communication, Université de Wageningen, Pays-Bas,** a commencé sa présentation en faisant remarquer que les petits exploitants contrôlent de grandes étendues de terres, d'eau, détiennent beaucoup de capital humain et nourrissent la majorité de la population. Toutefois, ils n'ont pas été capables d'augmenter les rendements et, bien que la croissance de production ait un bon rythme, elle peine à suivre celle de la population. Pourtant Niels Röling reste optimiste, car malgré les faibles rendements, il est possible de les doubler ou de les tripler au moyen de méthodes agroécologiques.

Il a attribué l'échec de la « Révolution verte » en Afrique à des « préjugés généralisés envers le secteur des petites exploitations ». Les petits exploitants n'ont pas de sécurité foncière, d'accès aux services et au transport et n'ont que peu, voire pas, de poids ou d'influence politique. La recherche agricole pour le développement ne prend pas en compte et ignore les conditions institutionnelles requises pour donner aux petits exploitants la capacité d'intensifier de manière durable leur agriculture.

Il a souligné la nécessité de créer les « conditions », et particulièrement les conditions institutionnelles, pour aider les petits exploitants à réussir. Dans ce contexte, il est important de se rendre compte que les institutions ne peuvent pas être transférées. Elles résultent de conditions et d'interactions historiques particulières et y sont donc étroitement liées. Le professeur Niels Röling a conclu sa présentation en mettant l'accent sur le fait que le pouvoir de l'innovation doit être donné aux agriculteurs par le biais de la création de voies d'innovation.

**Dyborn Chibonga, Président-directeur général, Association nationale des petits exploitants agricoles du Malawi (NASFAM),** est persuadé que les petits exploitants ont les capacités nécessaires pour participer à la recherche agricole à grande échelle. Son organisation défend avec ferveur la recherche pilotée par les producteurs et pense que, en créant les plateformes appropriées, les connaissances locales/indigènes peuvent être mises à profit et plus largement diffusées. Les organisations telles que NASFAM peuvent contribuer à encourager cette innovation. Un bon exemple de cela est la promotion de la diversification des cultures au Malawi et la réalisation d'évaluations afin de déterminer les cultures les plus adaptées à l'environnement actuel.

À l'instar du professeur Röling, Dyborn Chibonga a souligné l'importance d'établir des partenariats entre les agriculteurs et

les chercheurs. À cette fin, il pense que la recherche participative des agriculteurs est essentielle, car ces derniers seront plus sûrs d'eux et plus confiants dans la mise en œuvre et l'adaptation de toutes les nouvelles technologies une fois qu'ils auront participé à leur développement. Cela leur permet également de ne pas être de simples bénéficiaires, mais des participants actifs au processus de recherche.

**Cees van Rij d'Agriterra** a partagé son point de vue au nom d'AgriCord sur la façon dont les organisations d'agriculteurs peuvent servir d'interface pour la mise en place d'un programme de recherche piloté par les producteurs. Selon lui, une des questions fondamentales est de savoir si les résultats des recherches parviennent réellement jusqu'aux petits exploitants. Il pense qu'il faut plus d'opportunités d'interface si l'on veut mettre en relation les agriculteurs et les centres de recherche. Il a appelé à un plus grand soutien aux organisations d'agriculteurs, car elles représentent le moyen le plus efficace d'encourager ces relations. Il a également appelé à une réévaluation des relations institutionnelles. Le modèle linéaire actuel, qui est essentiellement un modèle de diffusion de la recherche de haut en bas, devrait être remplacé par un modèle plutôt triangulaire.

Accroître la participation des agriculteurs permet d'augmenter la pertinence des recherches menées. Les organisations d'agriculteurs

## Une recherche menée par les producteurs pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle | HIGHLIGHTS



Ann Waters-Bayer



Jean-Pierre Busogoro

doivent être en mesure de « mettre à disposition des informations à la base ainsi que de récupérer des informations à l'échelle gouvernementale ». Il a mis l'accent sur le fait que les gouvernements doivent investir dans les capacités des agriculteurs, les renforcer et impliquer ces derniers dans les consultations et l'élaboration des programmes. Il a clos sa présentation en affirmant qu'investir dans les organisations d'agriculteurs revenait à investir tant dans la recherche que dans la sécurité alimentaire.

**Ann Waters-Bayer de Prolinnova, Fondation ETC (Pays-Bas)**, a partagé ses connaissances sur les fonds de soutien à l'innovation locale.

Prolinnova – Promotion de l'innovation locale en agriculture orientée vers l'écologie et la gestion des ressources naturelles – est une organisation visant à promouvoir la recherche et l'innovation menées par les agriculteurs, notamment par le biais de ce qu'ils nomment « Fonds de soutien à l'innovation locale (LISF) », c'est-à-dire des fonds alloués à des groupes locaux d'agriculteurs et gérés par ces derniers. Grâce à ces fonds, les communautés peuvent innover et explorer de nouvelles opportunités. Les subventions sont octroyées sur décision de comités locaux de gestion des fonds suite à des propositions émanant des agriculteurs eux-mêmes. Une des conditions pour l'octroi des subventions est que les agriculteurs soient prêts à partager leurs résultats

avec d'autres agriculteurs et des chercheurs formels. La subvention moyenne s'élève à quelque 84 euros. À ce jour, les fonds de soutien à l'innovation locale ont permis l'amélioration de sites, une structure sociale mieux organisée et une confiance renforcée des petits exploitants en leur capacité à gérer des fonds pour le développement d'innovations pertinentes au niveau local. Ann Waters-Bayer a conclu sa présentation en encourageant vivement tous les investisseurs à traiter d'abord avec les agriculteurs plutôt qu'avec les scientifiques.

**Jean-Pierre Busogoro – Agence belge de développement (CTB) – (Rwanda)** a présenté la recherche participative menée actuellement auprès d'écoles pratiques d'agriculture au Rwanda. Afin d'être mise en œuvre avec succès, plusieurs éléments sont essentiels, notamment : une étude de terrain, des facilitateurs, un programme d'apprentissage défini et une appropriation collective du projet. Afin d'encourager l'appropriation, des agriculteurs et des facilitateurs sont choisis par la communauté locale. La gestion intégrée des cultures fait office de point de départ pour les écoles pratiques d'agriculture et la mise en œuvre des programmes est spécifique à chaque produit. Outre une augmentation de la productivité, la biodiversité des ressources génétiques est en train d'être rétablie grâce à la culture de variétés ayant la préférence des agriculteurs.

Le Dr Busogoro a fortement insisté sur le fait que la coopération était la clé du succès au Rwanda. Tout d'abord à l'échelle locale où les agriculteurs doivent participer à l'identification des questions ou des problèmes rencontrés, puis à l'échelle organisationnelle où le gouvernement rwandais, la coopération belge et les organisations d'agriculteurs ont coopéré afin d'assurer la bonne intégration du système.

Au cours **du débat**, l'un des thèmes abordés en commun par plusieurs membres du public était celui de la durabilité en termes de financement, de capacité et de mise en œuvre élargie de la recherche menée par les agriculteurs. Cees Van Rij a réagi à ces inquiétudes en déclarant que le cadre institutionnel constitue un élément essentiel si l'on veut accroître et rendre plus durable la participation des agriculteurs aux programmes de recherche. Il est également convaincu que le secteur privé doit aussi être impliqué dans ces recherches étant donné que, au bout du compte, cela est dans son intérêt. Marianne Meijboom pense qu'il incombe à toutes les parties prenantes impliquées d'encourager les agriculteurs à se mettre en relation avec les chercheurs, mais surtout d'encourager les chercheurs à se mettre à l'écoute des agriculteurs.

Pour Dyborn Chibonga « la réussite entraîne la réussite ». Ainsi, nous devons impliquer les jeunes,

## Une recherche menée par les producteurs pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle | HIGHLIGHTS



Eric Tollens



Anne Floquet



Chris Macoloo



Charity Osei-Amponsa

organiser des campagnes sur les réseaux sociaux et multiplier les activités menées par les organisations d'agriculteurs. Jean-Pierre Busogoro a insisté sur le fait que ces réussites doivent atteindre un nombre important de bénéficiaires. Il a également souligné qu'il est essentiel de veiller à ce qu'après les interventions, les communautés locales bénéficient des outils et ressources nécessaires pour continuer à tirer profit des projets et à bénéficier de leurs résultats. Ann Waters-Bayer estime qu'il est important de collecter des fonds à l'échelle locale et que cela peut être réalisé en montrant aux enseignants et aux agents gouvernementaux ce qui est réalisé au niveau local.

### Panel 2 : Enseignements et réussites de la recherche agricole menée par les agriculteurs

Le deuxième panel était présidé par **Eric Tollens, Professeur émérite en économie agricole et Directeur du Centre d'économie agricole et alimentaire de la Katholieke Universiteit Leuven**. Il a présenté des exemples concrets de réussites dans le domaine du développement agricole et rural (DAR) mené par des agriculteurs et a souligné les enseignements et bonnes pratiques tirés de partenariats entre les petits exploitants et les autres acteurs du DAR.

### Anne Floquet du programme JOLISSA (Apprentissage conjoint dans les systèmes d'innovation en agriculture africaine)

a mis en évidence plusieurs idées préconçues qui ont été remises en question par les preuves découvertes au cours de ses travaux. Les deux idées préconçues les plus importantes sont la notion de petit exploitant non innovant et la nature technologique de l'innovation. Elle a souligné que « nous », en tant que chercheurs et décideurs en position de soutenir l'innovation, devons modifier notre vision de l'innovation par les agriculteurs afin de soutenir les processus d'innovation des petits exploitants de manière à renforcer leur capacité à s'adapter à l'évolution de l'environnement. Anne Floquet estime que l'innovation ne consiste pas simplement en l'adoption de nouvelles technologies, mais plutôt en des ensembles dynamiques d'éléments technologiques organisationnels et institutionnels se combinant pour induire un changement. Elle a mis l'accent sur le fait qu'il est essentiel de reconnaître, mais également de renforcer, les processus d'innovation existants au niveau local plutôt que d'essayer de les remplacer.

**Chris Macoloo, Vice-président général associé pour l'Afrique, World Neighbours (Kenya)**, a abordé tant des questions relevant du niveau institutionnel à grande échelle que des questions de société fondamentales relatives à l'égalité des genres. Il a fait remarquer que, en général, il est supposé que

les Africains devraient adopter les technologies élaborées dans d'autres pays afin d'augmenter leurs niveaux de production. Il a laissé entendre que le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) pourrait être réorganisé étant donné qu'il encourage principalement l'agriculture industrielle utilisant des intrants extérieurs. En ce qui concerne la question de l'égalité des genres, il a noté que la plupart des politiques de modernisation ciblent les hommes en dépit du fait que les femmes constituent la majorité du secteur agricole et produisent 80 % des produits alimentaires en Afrique. L'obstacle majeur auquel les femmes doivent faire face est le système financier, éducatif et patriarcal actuel, qui les limite.

Dans son argument final, Chris Macoloo a déclaré qu'impliquer les agriculteurs locaux dans le processus de recherche requerrait également de trouver des moyens de documentation différents et plus créatifs qui soient pertinents pour les communautés locales et qui puissent être transmis à ceux n'ayant pas bénéficié d'une éducation formelle au moyen notamment de chansons, de danses et de photographies.

**Charity Osei-Amponsa, du programme CoS-SIS**, a partagé son expérience en matière de développement participatif de technologies visant à soutenir la production et à améliorer la qualité de l'huile de palme artisanale au Ghana. Elle a insisté sur l'importance

## Une recherche menée par les producteurs pour une meilleure sécurité alimentaire et nutritionnelle | HIGHLIGHTS



Bernard Guri

d'une bonne compréhension des perspectives tant individuelles que culturelles des producteurs. Elle estime qu'avant toute intervention, il est nécessaire d'avoir une bonne compréhension des dynamiques sociales de la communauté. Une approche à parties prenantes multiples dans le cadre de la recherche garantirait le flux des connaissances à différents niveaux, par exemple entre les praticiens de l'artisanat, au sein de la communauté scientifique ou de vulgarisation, et également entre les praticiens, les scientifiques et les services de vulgarisation. Charity Osei-Amponsa pense que le secteur artisanal de transformation de l'huile de palme est capable d'innover si toutes les parties prenantes concernées sont prêtes à apprendre comment surmonter les contraintes et créer des opportunités. En outre, il est nécessaire de dégager une volonté et une capacité à changer les pratiques institutionnelles qui entravent la bonne marche du secteur. Charity Osei-Amponsa met l'accent sur le fait que c'est la convergence entre le savoir scientifique et la pratique qui conduit à des connaissances utiles.

**Bernard Guri, Directeur général de CIKOD au Ghana**, est d'avis que, à ce jour, la recherche agricole formelle en Afrique n'a pas réussi à améliorer la productivité des

petits exploitants. Il est courant que la plupart des petits agriculteurs préfèrent les variétés de semences traditionnelles à celles issues de la recherche formelle. Bernard Guri a appelé à inverser les rôles dans le secteur de la recherche étant donné qu'il est essentiel que les scientifiques participent aux expériences des agriculteurs. À l'heure actuelle, la recherche ne répond pas aux besoins des agriculteurs et ne prend pas non plus en compte la vision du monde traditionnelle de ces derniers. À l'instar de Chris Macoloo, il reconnaît le rôle important que jouent les femmes dans les ménages agricoles traditionnels et met l'accent sur les défis auxquels elles doivent faire face et sur le peu de poids qu'elles ont dans les processus décisionnels. Bernard Guri a clos sa présentation en déclarant que des enseignements pouvaient être tirés de la philosophie ouest-africaine de Sankofa. Celle-ci encourage les individus à regarder vers le passé pour analyser et reprendre ce qui a été oublié.

Au cours **du débat**, plusieurs questions ont été soulevées par le public, notamment quant aux moteurs du succès de l'innovation tels que les marchés et le rôle essentiel des médias dans la diffusion des innovations agricoles auprès des communautés locales. Selon

Anne Floquet, il a été démontré que l'innovation a entraîné la création de nouveaux marchés et que l'existence préalable d'un marché avant l'innovation n'est pas un prérequis. Chris Macoloo et Bernard Guri sont d'accord avec ce point de vue et ont déclaré que les agriculteurs n'innovaient pas seulement pour le marché, mais qu'en réalité la plupart des innovations découlaient de la nécessité de répondre à un problème à l'échelle locale. Tant Ann Waters-Bayer que Anne Floquet estiment que les médias ont un rôle extrêmement important à jouer dans la diffusion de la recherche et de l'innovation. Cela est particulièrement le cas dans la production de vidéos visant à transmettre les savoir-faire parmi les agriculteurs.

Le débat a été conclu par le plaidoyer passionné du **professeur Niels Röling**, appelant à porter un intérêt plus soutenu aux petits exploitants qui sont et continueront d'être une ressource cruciale pour la sécurité alimentaire dans le monde. **Michael Hailu** s'est engagé à consacrer davantage de ressources aux agriculteurs et à les impliquer sérieusement dans le processus de recherche. Il a rappelé l'engagement pris par le CTA de soutenir la documentation des expériences et des leçons tirées des initiatives des agriculteurs.

### En savoir plus sur le Web

- Briefings de Bruxelles: [www.bruxellesbriefings.net](http://www.bruxellesbriefings.net)
- Reader: <http://tinyurl.com/kjrmvys>
- Rapport préparé par Eric Adrien, Assistant de Recherche, et Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles.